



CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Délégation Centre Est du CNRS
17, rue Notre Dame des Pauvres
B.P 10075
54519 Vandœuvre-lès-Nancy

**Procédure n°
AOO 25.06.003**

**Acquisition d'un système d'ablation laser
nanoseconde excimere de longueur
d'onde 193nm – applications ponctuel et
imagerie**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Date et heure de remise des réponses

31/01/2025 à 16h00

(Date et heure de Paris)

La présente procédure est soumise au Code de la commande publique entrée en vigueur le
1er avril 2019

AOO_25.06.003_CCP

Page 1/15

AUTORITE PUBLIQUE CONTRACTANTE, PERSONNE RESPONSABLE DU MARCHE

a) Personne publique contractante :

Le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour les besoins du laboratoire de
Géologie et Gestion des Ressources Minérales et Energétiques (GeoRessources) :

GeoRessources – UMR 7359
Faculté des Sciences et Technologies
Campus des Aiguillettes – Entrée 3B
BP 70239
54056 VANDŒUVRE-LES-NANCY

b) Personne Responsable des Marchés et Ordonnateur des paiements :

La Déléguée Régionale de la circonscription Centre-Est du CNRS
17, rue Notre Dame des Pauvres
BP 10075
54 519 VANDŒUVRE-LÈS-NANCY

c) Comptable assignataire des paiements :

L'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Centre Est du CNRS
17, rue Notre Dame des Pauvres
BP 10075
54 519 VANDŒUVRE-LÈS-NANCY

d) Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés et la cession de créance résultant du marché est :

La Déléguée Régionale de la circonscription Centre Est du CNRS
17, rue Notre Dame des Pauvres
BP 10075
54 519 VANDŒUVRE-LÈS-NANCY

ARTICLE 1 – OBJET – DESCRIPTION DU BESOIN

Préambule

L'Unité Mixte de Recherche CNRS n°7359 (GeoRessources) souhaite acquérir **un laser excimère nanoseconde non accordable en longueur d'onde** qui sera installé au sein de la plateforme LA-ICP-MS.

Cette acquisition permettra d'effectuer l'analyse de matériaux géologiques et biologiques via couplage du laser avec un ou plusieurs ICP-MS.

1.1 – Objet du marché

Le présent marché comprend :

- L'acquisition d'un laser excimère nanoseconde non accordable en longueur d'onde,
- La livraison, le décaissage et l'installation de l'équipement au sein des locaux de GeoRessources,
- La mise en service et la réalisation de test d'admission,
- La formation des principaux utilisateurs,
- La garantie contractuelle de l'équipement et des supports associés.

Le Titulaire garantit que le matériel livré respecte **les normes de sécurité en vigueur lors de la livraison ainsi que les consignes d'hygiène et de sécurité, normes CE.**

1.2 – Description technique de l'équipement

L'équipement proposé par le soumissionnaire devra répondre aux caractéristiques et respecter les spécificités dressées ci-dessous :

- ✚ La longueur d'onde est fixée à 193 nm permettant une bonne interaction laser-solide, en particulier pour les solides transparents.
- ✚ La fluence (énergie par unité d'aire) délivrable par le système doit au moins atteindre 15 J/cm², les valeurs minimale et maximale d'énergie atteignables seront considérées (**le soumissionnaire devra fournir un document présentant les valeurs d'énergie minimales et maximales atteintes en test sur appareillage équivalent, dans le cas d'applications biologiques** [valeur minimale permettant l'analyse de ce type de matériel] **et géologiques** [valeur maximale permettant l'analyse de ce type de matériel]).
- ✚ La fréquence d'ablation doit être adaptable entre des valeurs de 1 à 1000 Hz.
- ✚ La durée du pulse laser doit être inférieure à 4 ns pour minimiser les processus de fractionnement durant l'ablation.

- ✚ Le réglage de la fluence, du diamètre et de la forme d'ablation doit être automatisé via le pilotage du laser.
- ✚ La zone analysée doit pouvoir être réglée en fonction de la demande de l'utilisateur, en particulier en ce qui concerne la forme (cercle, carré, rectangle) et l'orientation de ladite zone (possibilité de rotation).
- ✚ La taille de la zone d'analyse doit pouvoir être définie au micromètre près, avec un pas de réglage au micromètre et cela pour des diamètres de 1 à 150 µm (dans le cas de zone ablatée circulaire).
- ✚ Le système d'ablation laser doit être compatible pour un couplage avec un ICMPS type quadrupole, ICPMS haute résolution ou de type temps de vol.
- ✚ Le système doit permettre la réalisation d'analyse en mode ponctuel et imagerie via une fonction d'automatisation et avec un temps de vidange (« wash out ») de la cellule adaptable en fonction du type d'analyse (ponctuel ou cartographie).
- ✚ Le système doit pouvoir permettre une compatibilité avec un système LIBS pour un couplage LIBS-LA-ICP-MS potentiellement utilisable dans le futur.
- ✚ Le système doit permettre la programmation de série d'analyses ponctuelles avec une erreur à la relocalisation spatiale de moins de un micromètre.
- ✚ Le système optique doit permettre des sauts d'échelles de grossissement, doit permettre la reconnaissance d'objet de taille microscopique et doit permettre l'observation en lumière transmise et réfléchie.

1.3 - Bénéficiaire de l'achat et lieu de livraison

GEORESSOURCES – UMR CNRS 7359
 Faculté des Sciences et Technologie
 Campus des Aiguillettes – Entrée 3B
 BP 70239
 54056 VANDŒUVRE-LES-NANCY

ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHE

2.1 – Procédure

La présente consultation est passée selon une procédure formalisée, sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L.1111-1, L.2124-1 et L.2124-2 et des articles R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique ; marché régi par la réglementation générale applicable aux marchés passés par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés aux articles L.1210-1, L.1211-1 et R.2100-1 relatif aux Etablissements publics de l'Etat pour leurs achats destinés à la conduite de leurs activités de recherche.

2.2 – Forme du marché

Le marché prend la forme d'un marché ordinaire traité à prix forfaitaire.

2.3 – Allotissement

Ce marché ne prévoit pas de décomposition en lots.

Conformément à l'article L.2113-1 du Code de la commande publique, la dévolution en lots séparés des prestations n'est pas envisageable en raison de leur interdépendance.

L'allotissement des prestations rendrait techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse leur exécution.

2.4 – Durée du marché

Le présent marché est conclu à compter de sa notification au Titulaire et s'exécute jusqu'au parfait achèvement de la prestation période de garantie comprise.

Le délai d'exécution du marché (hors période de garantie) est celui sur lequel s'engage le Titulaire.

Le soumissionnaire mentionnera à l'article B5 de l'Acte d'Engagement le délai de livraison (en nombre de semaine) sur lequel il s'engage.

2.5 – Marchés complémentaires

Le CNRS se réserve la possibilité de recourir aux marchés négociés visés à l'article R-2322-8 du Code de la commande publique portant sur l'acquisition de prestations ou fournitures complémentaires sans mise en concurrence.



2.6 – Echanges entre le CNRS et Titulaire en cours d'exécution du marché

Les échanges entre le CNRS et le titulaire durant l'exécution du marché se font via la Plateforme des Achats de l'Etat PLACE.

Le titulaire doit avertir le CNRS en cas de changement des adresses mails du titulaire. En l'absence de consigne autre, le CNRS utilise l'adresse mail renseignée sur la plateforme place lors du dépôt de l'offre.

ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le présent marché est constitué par les pièces énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

-  L'Acte d'Engagement (AE) ATTRI 1 et son annexe :
 - Le Cadre de Réponse Technique (CRT) correspondant à l'annexe 1 de l'Acte d'engagement.
-  Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;

- ✚ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF du 1er avril 2021 :
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>
- ✚ L'offre du Titulaire.

Toute clause, portée dans la documentation quelconque du Titulaire contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont particulièrement concernées par cette disposition.

ARTICLE 4 – DOCUMENTATION

L'ensemble des documentations (documentation technique et documentation procédés) doit être fourni en version numérique dans l'offre du candidat. Tous les documents sont rédigés en français ou en anglais.

Les candidats veilleront à fournir notamment :

- Un manuel d'utilisation détaillé de l'équipement en français ou par défaut en anglais ;
- Un manuel de maintenance et de suivi en français ou par défaut en anglais ;
- Les documents listés à l'article 1.2 du présent CCP.

ARTICLE 5 – EMBALLAGE, LIVRAISON ET TRANSPORT

Les inscriptions sur les emballages livrés au titre du marché sont libellées en français (cf. loi n° 94-665 du 4 août 1994 et le décret n° 95-240 du 3 mars 1995 pris pour application).

Conformément à l'article 20.3 du CCAG/FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de livraison incombent au Titulaire.

L'article 20.4 du CCAG/FCS relatif à la gestion des déchets est applicable.

Le Titulaire prendra toutes les dispositions et moyens nécessaires pour garantir et assurer le transport, la livraison ainsi que la mise en place du matériel dans la salle d'emplacement.

Pour rappel, le marché est franco de port et d'emballage.

ARTICLE 6 – SECRET - CONFIDENTIALITE

Tant pendant le cours de l'exécution du présent marché qu'après son expiration et pour quelque cause que ce soit, le Titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander au Titulaire, à tout moment, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

Le Titulaire reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts du CNRS et engagerait sa responsabilité.

ARTICLE 7 – SOUS TRAITANCE

La sous-traitance est interdite dans les marchés de fournitures. Toutefois, le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations de services de son marché dans le respect des articles R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique, sous réserve de l'acceptation préalable du ou des sous-traitants par la personne responsable du marché et de l'agrément par elle des conditions de paiements de chaque contrat de sous-traitance.

Le sous-traitant est soumis aux mêmes conditions contractuelles que le Titulaire.

Toutefois, le Titulaire reste responsable devant la personne publique de l'exécution du marché.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

Le Titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers, ainsi qu'à ses biens ou aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Le Titulaire s'engage à être bénéficiaire d'un tel contrat d'assurances pendant toute la durée de l'exécution du présent marché et s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants sont dans l'obligation de délivrer les mêmes documents que le Titulaire.

Le Titulaire s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur l'attestation d'assurance indiquant la nature, le montant et la durée de celle-ci, dans un délai de quinze **(15)** jours à compter de la demande du CNRS.

ARTICLE 9 – REALISATION DES PRESTATIONS

9.1 – Représentations des parties

9.1.1 – Représentation de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'unité mixte de recherche GeoRessources désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du Titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au Titulaire, sans délais.

9.1.2 – Représentation du Titulaire

Le Titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. Il insère les coordonnées de ce représentant dans l'acte d'engagement.

Dès la notification du marché, le Titulaire communique à l'acheteur les noms et coordonnées professionnelles des personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le Titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour engager le Titulaire.

9.2 – Vérification et admission des prestations objet du marché

Les opérations de vérification et d'admission des prestations s'effectueront selon les étapes suivantes :

1- Livraison de l'instrument conforme à l'adresse de livraison. La validation de cette étape donnera lieu au paiement de l'acompte n°1 ;

2- A l'issue de l'installation et de la mise en service de l'équipement, le représentant du CNRS procédera, en présence de l'installateur de l'équipement, à une réalisation de tests permettant de vérifier que les critères minimums, définis à l'article 1.2 du présent CCP sont respectés. La validation de cette étape donnera lieu au paiement de l'acompte n°2.

L'admission des prestations prend effet à la date de notification au Titulaire de la décision d'admission des prestations ou en l'absence de décision, dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la date de livraison ou du parfait achèvement de l'exécution des prestations.

Les décisions d'ajournements, de réfaction et de rejet sont effectuées par une personne habilitée en lieu et place du représentant du pouvoir adjudicateur et conformément aux dispositions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

ARTICLE 10 – GARANTIE CONTRACTUELLE – SERVICE APRES VENTE

La date de notification de la décision d'admission de l'ensemble des prestations, objet du présent marché (cf. *article 1.1 du présent CCP*), par le représentant de l'acheteur au Titulaire constitue le point de départ du délai de garantie, qui doit être d'un an (1) an minimum.

Au titre de cette garantie, le Titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au CNRS.

Conformément à l'article 33.2 du CCAG FCS, cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux à ses frais.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le CNRS un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Pendant toute la période de garantie, le titulaire a une obligation de résultat et de délai concernant la remise en état de fonctionnement opérationnel de l'instrument en conformité avec les performances techniques et fonctionnelles prévues initialement dans le présent CCP.

Le soumissionnaire indiquera à l'article B1 de l'Acte d'Engagement le ou les chiffre/s d'une extension de garantie supplémentaire pour une durée d'un (1) an, *au titre de la prestation supplémentaire éventuelle facultative n°1*, et de deux (2) ans, *au titre de la prestation supplémentaire éventuelle facultative n°2*.

ARTICLE 11 – REGIME FINANCIER

11.1 – Forme et contenu du prix

Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

Le prix est ferme et définitif durant toute la validité du marché.

Le prix est réputé inclure la fourniture, le conditionnement, le transport, la livraison, l'installation, la mise en service de l'équipement, ainsi que la formation des principaux utilisateurs. Le prix comprend également toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures, l'assurance, le conditionnement, le transport, le dédouanement éventuel.

La livraison est à la charge et sous la responsabilité du Titulaire jusqu'au lieu de livraison indiqué dans le présent CCP.

Le montant du marché est stipulé dans l'Acte d'Engagement.

La monnaie de référence de ce marché est l'euro.

Le soumissionnaire devra indiquer et décomposer au sein de l'Acte d'Engagement sa proposition tarifaire au regard des prestations demandées, objet du marché (cf. article 1.1 du présent CCP).

11.2 - Versement d'une avance

Conformément aux conditions fixées à l'article R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique, une avance est accordée au Titulaire du marché lorsque le montant initial de celui-ci est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG-FCS, dans le cas où le Titulaire peut bénéficier d'une avance, son montant correspond à 20% (30% si petite ou moyenne entreprise) du montant global et forfaitaire du marché toutes taxes comprises.

Dans l'hypothèse où le Titulaire du marché peut prétendre au versement d'une avance, il stipulera expressément sa décision dans l'Acte d'Engagement.

Le remboursement de l'avance se fera par précompte sur les sommes dues au Titulaire dès sa demande de paiement.

L'avance est payée par le CNRS au vu des pièces du marché et son versement ne fait pas l'objet d'une facturation.

11.3 – Modalités de règlement

11.3.1 – Modalités de paiement

Le paiement des prestations s'effectuera par acompte selon les modalités suivantes :

Acompte n°	Etape d'exécution donnant lieu à paiement	Pourcentage du prix H.T
1	A la livraison de l'instrument	30%
2	A l'issue de la réalisation et la validation des tests d'admission	70%

Les sommes dues sont réglées en euro par virement bancaire établi à l'ordre du Titulaire, en les faisant porter au crédit du compte bancaire ou postal indiqué.

11.3.2 – Facturation – facture électronique

L'adresse de remise des demandes de paiement est la suivante :

CNRS – SCTD : SIRET n° 18008901303720

2 rue Jean Zay

TSA 41002

F-54519 Vandœuvre-lès-Nancy Cedex

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L.2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>
L'utilisation du portail est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

11.3.3 – Mentions obligatoires sur les factures

Les factures doivent indiquer explicitement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le code du service exécutant de l'entité CNRS facturée (**UAR 3562**)
- La référence du marché (numéro d'engagement juridique) communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande ;
- La date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

L'omission des mentions précitées dans la facture, entraîne une suspension du délai global de paiement.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée (**UAR 3562**) ;
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS.
- Le centre de facturation de l'unité :

CNRS - SCTD - 1751– UAR 3562
2 rue Jean ZAY
TSA 61004
F-54519 VANDOEUVRE-LES-NANCY CEDEX

11.3.4 – Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro (€).

11.3.5 – Intérêts moratoires

Le règlement sera effectué après validation du service fait, par virement bancaire sur le compte du Titulaire. En cas de litige et notamment si le CNRS n'est pas satisfait de l'exécution des services, les paiements pourront être retardés jusqu'au règlement du litige.

Conformément aux dispositions des articles R.2192-10 et suivants du Code de la Commande Publique, le délai de paiement des sommes dues au titre du présent marché est de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement formulée par le Titulaire auprès de l'ordonnateur de la dépense.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations.

Le Titulaire a droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement d'une somme due au titre du marché, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est celui de « la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de huit points ».

Un forfait de 40 euros sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires en application de l'article D.2192-35 du Code de la commande publique.

ARTICLE 12 – CESSION - NANTISSEMENT

En cas de cession ou de nantissement effectué conformément à l'article R.2191-55 du Code de la commande publique, une déclaration est adressée au comptable public assignataire désigné au début du présent CCP.

ARTICLE 13 – PENALITES

13.1 – Dispositions communes

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à l'application de pénalité pécuniaire ou en nature par le CNRS.

Le décompte des pénalités est notifié au Titulaire admis à présenter ses observations à la personne responsable du marché dans un délai de quinze (**15**) jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le Titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire demeure intégralement redevable de ses obligations contractuelles, notamment des prestations dont l'inexécution aurait donné lieu à l'application de pénalités. Il ne peut se considérer comme libéré de ses obligations en raison du paiement desdites pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalité n'est accordée au titre du présent marché.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder **15%** du montant forfaitaire hors taxes du marché.

13.2 – Délai de livraison – régime des pénalités

En cas de retard dans la livraison de l'appareil spécifié dans le présent marché public, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prendre la décision d'appliquer des pénalités, soit sous forme pécuniaire, soit, après discussion avec le Titulaire, au travers d'octroi de mois d'extensions de garantie supplémentaires.

Les deux parties s'engagent à participer à des échanges constructifs visant à évaluer les raisons du retard et à discuter des mesures correctives possibles.

Le pouvoir adjudicateur prendra sa décision concernant l'application de pénalités pécuniaires ou en nature après avoir examiné les informations fournies par le Titulaire et en tenant compte des circonstances spécifiques du retard.

13.2.1 – Calcul des pénalités pécuniaires

Si le délai global d'exécution du marché prévu à l'article 2.4 du présent CCP est dépassé, et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, des pénalités peuvent être appliquées sans mise en demeure préalable du Titulaire par le CNRS, conformément à ce qui suit :

$$P = V * R / 500$$

P = montant de la pénalité

V = valeur totale du marché

R = nombre de jours de retard au-delà de la 24e heure.

Toutes les pénalités s'entendent en jours calendaires. Afin de déclencher les pénalités, le délai exprimé en jours calendaires expire à minuit le dernier jour du délai. Ces délais fixés en jours calendaires incluent les samedis, dimanches et jours fériés

13.2.2 - Pénalités par extension de garantie

En cas de non-respect du délai contractuel établi à l'article 2.4 du présent CCP, le fournisseur encourt des mesures compensatoires sous la forme d'une extension de garantie plutôt que des pénalités pécuniaires. La durée additionnelle de garantie sera sujette à des discussions entre les parties, mais elle devra, au minimum, correspondre à la durée équivalente du retard constaté.

Les mois d'extension de garantie seront calculés en mois complets, arrondis au nombre supérieur le plus proche.

13.3 – Délai d'intervention ou de réparation en cas de panne – régime des pénalités

Cette présente disposition s'applique pour un non-respect du délai d'intervention en cas de panne au cours de la période de garantie du marché. Le montant forfaitaire journalier par jour ouvré de retard est de 200 € H.T.

ARTICLE 14 – DIFFERENDS

En cas de difficulté dans l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français. Le Tribunal Administratif de Nancy est seul compétent.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas, et pour quelque motif que ce soit, les contestations pouvant survenir entre le CNRS et le Titulaire ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, de la réalisation de la prestation.

ARTICLE 15 – TRAITEMENTS DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en avoir connaissance.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mises en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer de leur strict respect.

ARTICLE 16 – CONFLITS D'INTERETS

Au cours de l'exécution du marché, le Titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêt.

ARTICLE 17 – RESILIATIONS

Le présent marché peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG FCS. Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 et 39 à 45 du CCAG FCS. Le présent CCP déroge à l'article 42 du CCAG FCS.

ARTICLE 18 – NORMES, BREVETS ET LICENCES

Le Titulaire garantit que le matériel livré respecte les normes françaises de sécurité en vigueur lors de la livraison, ainsi que les consignes d'hygiène et de sécurité, normes CE.

Le Titulaire s'engage à être à jour du règlement des redevances dues au titre des brevets et licences d'exploitation des produits distribués.

ARTICLE 19 - DEROGATION AU CCAG FCS

Articles du CCP	Articles du CCAG FCS du 30/03/2021	Nature de l'article visé
3	4.1	Ordre de priorité des pièces contractuelles
13.1	14.1.3	Exonération des pénalités
13.1	14.1.2	Plafonnement des pénalités
13.2.1	14.1.1	Modalités de calcul des pénalités pécuniaires
17	42	Indemnités de résiliation